

INVASION 1914
Du Plan Schlieffen à la
Bataille de la Marne

Ian Senior

Introduction

Le 18 janvier 1871, lors d'une cérémonie somptueuse et minutieusement chorégraphiée dans la galerie des Glaces de Versailles, la Prusse célèbre sa victoire dans la guerre franco-prussienne et le roi Guillaume Ier est proclamé empereur d'une Allemagne unie. Après une parenthèse pacifique qui dura plus de 40 ans, la première semaine d'août 1914, les deux adversaires entrèrent à nouveau en guerre dans un conflit qui engloutit cette fois les autres grandes puissances européennes. Dans l'intervalle, les paramètres qui régissaient la guerre ont été transformés en raison de l'accélération des changements technologiques et économiques. Tout d'abord, les armées ont plus que quintuplé de leur taille en raison de la croissance rapide de la population (la population de l'Allemagne, par exemple, a augmenté de 17 % entre 1890 et 1914), elles nécessitaient des quantités beaucoup plus importantes d'équipement, de nourriture et de munitions et leur déploiement nécessitait un réseau ferroviaire élaboré et coûteux (dont toutes les lignes n'étaient pas adaptées au transport civil). Cela a mis une pression énorme sur les budgets militaires, en particulier en Grande-Bretagne et en Allemagne qui, vers la fin de la période, se sont retrouvées enfermées dans une course navale extrêmement coûteuse. Deuxièmement, des armes nouvelles et améliorées ont rendu le champ de bataille beaucoup plus meurtrier, en particulier lors d'un assaut contre des positions préparées. Avec l'avènement de fusils plus puissants, la « zone de mort » qui séparait l'infanterie attaquante des lignes ennemies est passée d'environ 300 mètres pendant la guerre franco-prussienne à environ 1 500 mètres en 1914. Dans le même temps, la situation est aggravée par l'apparition de la mitrailleuse, avec une portée allant jusqu'à 2 000 mètres et une cadence de tir à celle de 10 500 coups par minute. De même, l'efficacité de l'artillerie a subi un changement brutal dans les dernières années du XIXe siècle, alimenté par les développements de la métallurgie et de la chimie qui ont abouti à des canons plus puissants, capables de lancer leurs obus sur une distance beaucoup plus grande que pendant la guerre franco-prussienne, et par l'invention du mécanisme de recul au cours des années 1890 qui a considérablement augmenté la cadence et la précision du tir. (Le célèbre canon de campagne français de 75 mm, ou soixante-quinze comme on l'appelait généralement, pouvait tirer jusqu'à 15 coups par minute et avec une précision accrue car il restait complètement stable pendant le tir et n'avait donc pas besoin d'être repositionné entre chaque obus). À la suite de ces changements, de nombreux commentateurs bien informés ont commencé à soupçonner que la tâche de capturer les positions ennemies par l'assaut serait trop grande, même pour l'infanterie la mieux entraînée et la mieux dirigée, malgré un moral élevé et un excellent soutien d'artillerie. Lorsque ces faits ont fait l'objet d'une grande attention au cours des deux décennies précédant 1914, l'idée s'est fermement imposée que les guerres à l'avenir devraient être courtes (ou pourraient même être carrément impossibles) parce que les coûts humains, sociaux et économiques seraient trop élevés pour être battus.

Ce point de vue a été le plus fortement exprimé par le banquier et pacifiste polonais, Jan Bloch, dont l'énorme livre en six volumes, *L'Avenir de la guerre dans ses aspects techniques, économiques et politiques*, a été traduit en allemand en 1899. Bien que l'establishment militaire allemand ait fait de son mieux pour trouver des failles dans les arguments de Bloch, ses idées ont été bien accueillies et ont été reprises sous une forme plus digeste dans des articles de revues savantes et dans des livres destinés à un public plus large par des auteurs tels que le professeur anglais Norman Angell. Bien que les événements de 1914 aient donné tort à Bloch et à ses partisans, l'illusion d'une guerre courte s'est répandue à tous les niveaux de la société et dans tous les milieux, depuis les politiciens au sommet jusqu'aux généraux chargés de planifier et de préparer la campagne, jusqu'à l'homme et la femme ordinaires de la rue. Les plans avec lesquels les Allemands et les Français sont entrés en guerre (respectivement le plan Schlieffen-Moltke et le plan XVII) étaient basés sur un déploiement rapide, sur la prise de l'initiative stratégique et sur l'attaque

de l'ennemi sans délai. L'importance de prendre l'avantage sur ses adversaires et de frapper le premier coup était le facteur primordial qui régissait leur réflexion stratégique.

Il n'est donc pas surprenant que presque tout le monde, soldats et civils, croyait fermement que les combats prendraient fin en quelques mois et que les troupes seraient rentrées à temps pour Noël. (Du côté britannique, la seule personnalité importante à exprimer ses craintes était le nouveau ministre de la Guerre, Lord Kitchener, qui a surpris ses collègues incrédules en suggérant que la guerre durerait au moins trois ans et qu'il était d'une importance vitale de recruter un grand nombre de volontaires qui auraient besoin d'une formation d'un à deux ans avant d'être aptes au combat.) À Berlin, l'empereur Guillaume II (dont le second fils, le prince Einzel Friedrich, commandait le 1er régiment d'élite de la garde à pied) fit ses adieux aux unités de la Garde prussienne alors qu'elles s'apprêtaient à partir pour le front, leur disant qu'elles seraient bientôt victorieuses et qu'elles reviendraient avant que les feuilles ne tombent. De même, les officiers du corps expéditionnaire britannique ont dit à leurs proches qu'ils seraient à la maison avant Noël, tandis que ceux qui étaient restés derrière tiraient toutes les ficelles qu'ils pouvaient dans un effort désespéré pour rejoindre leurs camarades en France avant la fin des combats. En France comme en Allemagne, les troupes qui ont chanté avec enthousiasme à *Berlin* ou à *Paris* sur les côtés de leurs trains de troupes lorsqu'elles se sont mises en route pour le front n'ont jamais pensé un seul instant qu'il durerait plus de quatre ans et que très peu d'entre eux seraient vivants et indemnes lorsqu'il prendrait fin.

Au début, de nombreux Allemands ont dû penser que le Kaiser avait raison et que leurs hommes rentreraient chez eux à temps pour fêter Noël avec eux. Après un premier retard où il fallut quatre jours de plus que prévu pour s'emparer de la ville de Liège, d'une importance stratégique (le goulet d'étranglement par lequel l'aile droite avait dû passer au début de la campagne), à la fin du mois d'août, les armées françaises avaient été battues tout le long de la frontière. En ce qui concerne le haut commandement allemand, la guerre était presque gagnée. Moins de deux semaines plus tard, cependant, les Allemands furent battus à la bataille de la Marne et la campagne, qui avait été si prometteuse peu de temps auparavant, se termina par une défaite. Loin d'être terminée en décembre, la guerre s'éternisa pendant encore quatre ans, confondant les prédictions de Bloch et de ses partisans, mais justifiant Lord Kitchener et quelques autres individus tout aussi prémonitoires en Grande-Bretagne et ailleurs. À la fin de l'année 1914, les armées française et allemande avaient chacune subi environ trois quarts de million de pertes, dont une proportion substantielle a eu lieu au cours de la campagne d'environ trois semaines. Pour mettre cela en contexte, les pertes allemandes au cours des cinq mois de la guerre franco-prussienne s'élevaient à environ 90 000 blessés et 28 000 morts. Les conséquences de la bataille de la Marne, qui a duré cinq jours, ont été décrites par un soldat français anonyme, qui a laissé une description vivante de sa partie du champ de bataille immédiatement après la fin des combats et avant qu'il n'y ait eu le temps de dégager les débris humains.

« Sur la rive droite de la Marne, sur les douces collines au-delà, la résistance allemande avait pris une forme terrible. Ils avaient construit une longue rangée de tranchées de tir le long du bord de la vallée de la rivière et avaient construit de nombreuses positions d'artillerie couvertes sous la protection des bois. Le pays devant leurs positions d'infanterie était complètement ouvert.

Nous sommes sortis de la vallée et avons atteint le bord du plateau, qui était barré par les tranchées allemandes. On nous a présenté une image terrible, pleine d'horreur et en même temps impressionnante. Le large plateau était saturé de cadavres. Ils étaient français. Des centaines et des centaines de corps humains gisaient là, à perte de vue. Plus loin, dans le lointain brumeux à droite et à gauche, sur le chaume doré des champs, s'étendait cette moisson humaine fauchée. Là où le plateau s'arrêtait de chaque côté, les morts n'apparaissaient que sous forme de traits courts et irréguliers, qui formaient une longue ligne sinueuse, s'estompaient dans le lointain, diminuaient et s'estompaient. Ils pointaient tous dans la même direction, comme les tiges de l'herbe fauchée. La mort les avait pris par surprise lors d'une attaque furieuse. Ils étaient tombés en une ligne étendue, tous tournés vers l'avant. Pas un seul d'entre eux n'était inactif au moment où ils furent rattrapés par la mort. Alors qu'ils étaient allongés là, unis dans la mort, ils avaient quelque chose de grand et d'émouvant en eux. Les cadavres étaient tous pointés vers l'ennemi, la tête tournée vers l'avant.

Une pensée, une volonté, une émotion ont dû les remplir tous et leur donner de la force dans ce dernier moment. Elles ont dû tomber comme une grêle de flèches qui volent rapidement, soudainement arrêtées en plein vol.

Presque tous les morts gisaient là, la bouche ouverte, le regard plombé tourné vers le sol, frappés au front ou à la poitrine. Ils étaient étendus dans les positions contre nature, particulières et inconfortables que la mort donne souvent à ceux qui sont tombés sur le champ de bataille. Plusieurs, qui n'avaient été blessés que d'abord, avaient trouvé le temps de s'allonger plus confortablement en attendant leur fin ; On aurait dit qu'ils dormaient. Devant chaque cadavre gisait un fusil qui avait glissé des mains de son propriétaire. Leurs minces baïonnettes avaient remué la terre.

L'attaque française avait commencé à environ sept à huit cents mètres de la ligne de feu allemande. Nous pouvions suivre sa progression assez exactement, plus ou moins comme si nous l'avions vu se dérouler. Malgré leurs pertes épouvantables, les masses françaises se seraient précipitées sous un feu d'enfer. Ici et là, les éclats d'obus allemands avaient mis le feu à des meules de foin dont les restes fumaient encore. Cependant, l'artillerie allemande a dû arrêter son feu dévastateur aussi soudainement qu'elle l'a commencé en premier lieu. À environ cent cinquante mètres en avant des tranchées, il n'y avait plus de cadavres. L'ennemi s'était soudainement enfui.

Lorsque nous avons traversé cette zone, nous avons rencontré encore plus de corps. Cette fois, ils étaient allemands. Sur le bord d'un large chemin, leurs cadavres racontaient un dur combat au corps à corps, homme contre homme. Un groupe de combattants allemands, qui avaient été laissés seuls dans un avant-poste abandonné, avaient utilisé le talus de la route comme ouvrage de défense et y étaient restés, tirant continuellement entre les deux fossés de la route. Ils n'avaient pas été en mesure de reculer davantage et avaient tenu bon aussi longtemps qu'ils le pouvaient ; les derniers Français tombés au combat n'étaient plus qu'à trois mètres devant eux. Puis l'attaque les a envahis et ils ont été détruits. La petite bande d'hommes était tombée, transpercée par les baïonnettes ennemies. Les nombreuses baïonnettes recourbées qui traînaient autour de la place, et les crosses de fusil brisées, témoignaient de la lutte courte, violente et désespérée qui avait eu lieu ici. À l'avant se trouvait le sous-officier qui commandait le groupe ; Dans la mort, il semblait encore les commander.

Les Allemands étaient tombés en masses plus concentrées, chaque groupe de morts était entassé autour du cadavre de leur officier mort. La retraite allemande avait été couverte par le sacrifice de ce petit groupe d'hommes. Dans leur mort, les deux camps étaient devenus égaux ; Seuls leurs uniformes distinguaient l'un de l'autre. Français et Allemands gisaient allongés ensemble là où ils étaient tombés. Les caractéristiques de chaque race n'étaient plus apparentes à partir des masques sauvages des cadavres. Ainsi, l'ennemi tombé avait été embrassé par une sorte de fraternité dans la mort. »

Il ne fait aucun doute que la campagne de la Marne de 1914 a eu un impact décisif sur le cours de l'histoire européenne. Au début de l'été 1940, après une offensive Blitzkrieg menée par les Allemands, la France a été éliminée de la Seconde Guerre mondiale et les Britanniques ont été laissés à eux-mêmes pour panser leurs plaies et se préparer à long terme. En 1914, cependant, un plan tout aussi audacieux s'est soldé par une défaite allemande et a condamné l'Europe à quatre années de guerre sanglante et à un bouleversement social et économique qui a gâché la politique mondiale pendant les deux décennies suivantes et qui a conduit indirectement à la Seconde Guerre mondiale. Bien que le gouvernement français en 1914 ait été beaucoup plus fort qu'en 1940, lorsque les cabinets se succédaient à une fréquence alarmante et que la nation était fermement unie et non déchirée par des conflits politiques comme elle l'était entre les deux guerres mondiales, il est néanmoins très probable qu'une victoire allemande à la fin de l'été 1914 aurait fait capituler le gouvernement français. À son tour, cela aurait amené les Britanniques à rentrer chez eux et la guerre aurait pu prendre fin soudainement.

Ce livre commence par un compte rendu des plans de guerre des deux principaux protagonistes, le plan Schlieffen-Moltke pour les Allemands et le plan XVII pour les Français, et décrit leur évolution au cours des deux décennies précédant la guerre. S'ensuit un compte rendu au

jour le jour de la campagne depuis la troisième semaine d'août, lorsque les deux camps se sont affrontés pour la première fois le long de la frontière franco-belge, jusqu'au 9 septembre, lorsque l'aile droite allemande a interrompu le combat à la bataille de la Marne et s'est retirée sur une position défensive le long de l'Aisne. Le récit se concentre sur les événements de la droite allemande, car c'est là que l'issue de la campagne a été déterminée. Après la défaite de la 5e armée française à la bataille de Charleroi entre le 21 et le 23 août, elle entame une retraite de quinze jours, interrompue seulement par la bataille de Guise le 29 août, dont le but est de soulager l'armée britannique. La bataille de la Marne, qui a commencé le 5 septembre et a duré près de cinq jours entiers, était en réalité deux actions distinctes mais interdépendantes, qui se sont déroulées à environ 50 miles l'une de l'autre. (Il a été nommé d'après la Marne parce qu'elle était à peu près à égale distance entre les deux champs de bataille.) Lors de la bataille de l'Ourcq, qui s'est déroulée près de Meaux au nord-est de Paris, la 1re armée allemande a été attaquée par la 6e armée française nouvellement formée qui menaçait de la prendre par le flanc alors qu'elle avançait dans le nord de la France. Au même moment, dans la bataille du Petit Morin, la 2e armée allemande a été impliquée dans un combat féroce avec les 5e et 9e armées françaises le long d'un front de 60 miles dans la région de Sézanne, au sud-est de la capitale française. Après quatre jours de combats infructueux sur les deux champs de bataille, la fin se produisit dans la soirée du 9 septembre lorsque les Britanniques pénétrèrent dans la brèche imparfaitement défendue entre les deux armées allemandes, les forçant à battre en retraite avant d'être attaquées sur le flanc et à l'arrière.

Le lecteur ne trouvera pas grand-chose dans ces pages sur l'armée britannique, d'une part, parce qu'elle n'a joué qu'un rôle mineur dans la campagne (au début de septembre, il n'y avait que cinq divisions britanniques sur le terrain contre 28 divisions dans les trois armées de l'aile gauche française), et d'autre part, parce que les deux actions majeures auxquelles elle a participé, les batailles de Mons et du Cateau, ont été largement décrites ailleurs par la suite. Bien que la contribution britannique n'ait certainement pas été négligeable, les Français ont porté le poids des combats et ont été presque à eux seuls responsables de la défaite des Allemands. (Sur les six batailles qui ont eu lieu, quatre d'entre elles – Charleroi, Guise, l'Ourcq et le Petit Morin – n'ont impliqué que les Français.) La bataille de Mons n'a pas été, comme l'ont prétendu plusieurs récits britanniques, une bataille d'une importance cruciale qui a conduit à la victoire des Alliés ; au contraire, bien qu'elle ait pris la 1ère armée allemande par surprise et lui ait donné un choc désagréable, c'était une affaire à petite échelle par rapport à la bataille de Charleroi qui a eu lieu au même moment et elle n'a retardé les Allemands que d'un seul jour. (Pour mettre cela en perspective, alors que les pertes britanniques totales à Mons s'élevaient à environ 1 600, lors de la bataille de Charleroi, un seul régiment, le 2e Zouaves, a perdu 720 officiers et soldats.) D'autre part, la bataille du Cateau qui eut lieu quelques jours plus tard fut très importante puisqu'une défaite y aurait probablement amené le commandant en chef britannique, Sir John French, à retirer son armée de la ligne alliée, empêchant ainsi la contre-offensive prévue. Le fait que les Britanniques aient tenu toute la journée malgré leur infériorité numérique et qu'ils s'en soient sortis plus ou moins indemnes signifie que deux semaines plus tard, lors de la bataille de la Marne, ils ont pu avancer dans la brèche entre les armées allemandes sur l'aile droite, entraînant ainsi leur défaite.

Le dernier chapitre examine les raisons pour lesquelles les Allemands ont perdu la campagne. Bien que le commandant en chef allemand, Moltke le Jeune, ne puisse pas être complètement exonéré, et bien que de graves erreurs aient été commises par Kluck et Bülow qui commandaient respectivement les 1ère et 2e armées allemandes, il est soutenu que le plan que Moltke a hérité de son distingué prédécesseur en tant que chef de l'état-major général allemand, Alfred von Schlieffen, contenait des défauts graves et insolubles qui rendaient la défaite inévitable. Le plan était extrêmement audacieux, mais tel qu'il était, avec un système d'approvisionnement étiré jusqu'au point de rupture, des dommages considérables aux chemins de fer français et belges, un manque d'infanterie motorisée et un système de communication des signaux inadéquat, il était voué à l'échec. En bref, la stratégie de Schlieffen, incarnée par le plan éponyme qu'il transmit à Moltke lorsqu'il prit sa retraite en 1905, fut responsable de la perte de la campagne et condamna ses compatriotes à quatre ans de guerre et à une défaite finale.

Les grades des officiers et des hommes sont donnés dans la langue originale et donc un tableau des grades équivalents est donné dans l'annexe 2 pour aider les lecteurs qui ne sont pas familiers avec les noms étrangers. À l'exception des régiments appartenant au corps de la Garde, tous les régiments allemands en activité reçoivent le préfixe IR (pour Infanterie Regiment) suivi de leur numéro. Chaque régiment contenait trois bataillons qui portent des chiffres romains, I, II et III, et donc le II^e Bataillon du Régiment d'infanterie n° 66 est écrit II/IR66, etc. Pour des raisons historiques, certains régiments de ligne ont été désignés régiments de grenadiers ou de fusiliers ; par souci de simplicité, ceux-ci sont également indiqués comme RI dans le texte. Le corps de la Garde (qui appartenait à la 2^e armée) contenait les 1^{ère} et 2^{ème} divisions d'infanterie de la Garde ; le premier était composé de quatre régiments de gardes à pied et le second de quatre régiments de grenadiers de la Garde nommés d'après les dirigeants ou leurs consorts (Kaiser Franz, Kaiser Alexander, Königin Augusta et Königin Elisabeth). Ainsi, le 1^{er} bataillon du 2^e régiment de grenadiers de la Garde Kaiser Franz est abrégé en I/Franz et ainsi de suite. De même, les régiments français se voient attribuer les lettres RI (pour Régiment d'Infanterie) précédées de leur numéro. Comme dans l'armée allemande, les régiments d'active contenaient trois bataillons et on leur donne également des chiffres romains. C'est pourquoi le III^e Bataillon du 2^e (2^e) Régiment d'Infanterie est représenté comme III/2^e RI. Tous les régiments de réserve allemands sont appelés RIR pour Reserve Infanterie Regiment. Les régiments de réserve français n'étaient pas désignés comme tels, mais recevaient des effectifs plus élevés que les régiments d'active. L'infanterie allemande Jäger était composée de tireurs d'élite hautement entraînés formés en bataillons qui étaient attachés à des unités plus grandes. Les Pionniers allemands étaient l'équivalent des sapeurs dans l'armée britannique et des ingénieurs dans l'armée française et leurs principales tâches pendant la campagne étaient de construire, réparer ou faire sauter des ponts, construire des fortifications, etc. Les détails de la nomenclature sont donnés à l'annexe 1 indiquant les ordres de bataille.

Il convient également de noter que les armées allemande et française fonctionnaient selon des fuseaux horaires différents. Les Allemands utilisaient l'heure d'Europe centrale, qui était une heure en avance sur l'heure française. Par souci de cohérence, l'heure française est utilisée tout au long du livre, à l'exception des citations directes de sources allemandes dans lesquelles l'original est conservé. Enfin, il est important d'éviter toute confusion potentielle due au fait que les armées française et britannique ont changé de direction à deux reprises au cours de la campagne (face au nord au début, au sud lors de la retraite et au nord une fois de plus lors de la bataille de la Marne). Ainsi, dans ces armées, l'aile droite est toujours à l'est et l'aile gauche toujours à l'ouest, quelle que soit la direction de la marche. (La façon la plus simple est peut-être de penser à eux marchant à reculons alors qu'ils battaient en retraite.)

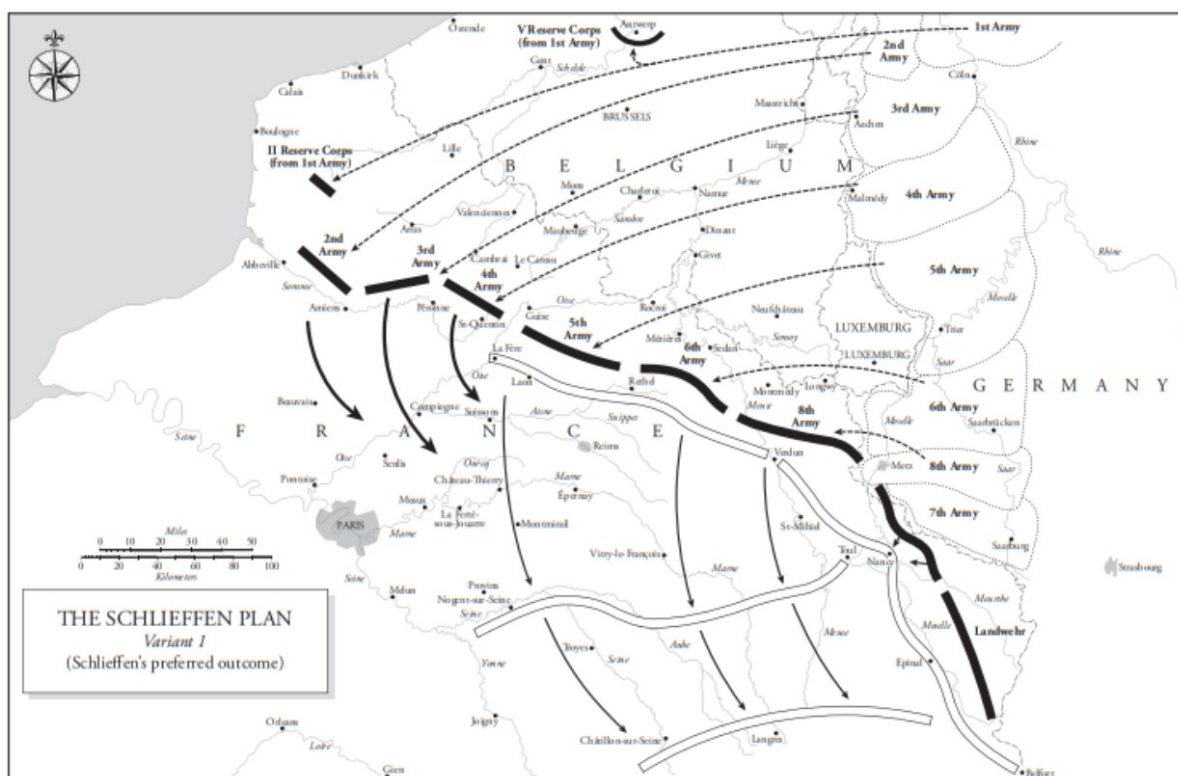
Mes remerciements vont à mes éditeurs chez Osprey Publishing, Marcus Cowper et Emily Holmes, pour leur aide à guider un novice comme moi tout au long du processus de publication, et à Ian Drury, mon agent chez Shiel Land Associates, pour avoir fait plusieurs suggestions inestimables pour les modifications et en particulier pour décider d'un titre approprié. Je remercie également ma femme, Astrid Senior, d'avoir vérifié mes traductions du français, ainsi que M. Mark Stickings pour son aide dans la traduction des récits allemands des combats et aussi pour sa relecture aux yeux d'aigle. De plus, je suis extrêmement reconnaissant à M. Ovidiu Precup qui a apporté une aide inestimable pour surmonter de nombreux problèmes de programmation de Word. Enfin, et ce n'est pas le moins important, je tiens à remercier mes amis de la salle commune du Dulwich College pour leur soutien et leurs encouragements, et en particulier mes collègues du département de biologie dont j'ai été un membre quelque peu semi-détaché pendant le temps qu'il a fallu pour écrire ce livre.

Chapitre 1 :

Le Plan Schlieffen-Moltke

Métaphoriquement parlant, la longue route qui a conduit à la bataille de la Marne a commencé dans l'énorme bâtiment en briques rouges du côté nord de la Königsplatz de Berlin, qui abritait le grand état-major allemand. C'est dans ce bâtiment, adjacent au Reichstag et faisant face à la célèbre colonne de la victoire qui commémorait les guerres d'Unification, qu'Alfred von Schlieffen, chef d'état-major général pendant près de 14 ans, a élaboré la stratégie qui a été utilisée pour l'invasion de la France à l'été 1914.

Schlieffen est né en 1833 dans une famille d'origine noble, surtout du côté de sa mère. Par son père, il hérita d'une longue tradition de service militaire ; De sa mère, il acquit le sérieux de ses intentions, l'amour fervent de l'ordre et l'habitude de travailler dur qui caractérise toute sa vie la secte évangélique huttrite à laquelle elle et sa mère appartenaient. Comme c'était la pratique à l'époque, sa carrière alternait entre des postes de régiment et d'état-major général. Après avoir obtenu son diplôme de l'Académie de guerre prussienne en 1861, il passa les 14 années suivantes au sein de l'équipe du Grand Général Balbuzard à Berlin, période pendant laquelle il prit part aux guerres contre l'Autriche et la France, sans toutefois combattre. De retour au régiment en 1875, il sert comme commandant du prestigieux 1er régiment de uhlans de la Garde jusqu'en 1883, date à laquelle il retourne à l'état-major général à Berlin. Dès lors, son ascension fut rapide et culmina en février 1891 avec sa nomination au poste de chef de l'état-major général à la place de Waldersee, que le Kaiser avait limogé pour ses intrigues politiques et pour avoir ouvertement critiqué son travail dans les manœuvres annuelles. Alors que le caractère sévère et inflexible de Schlieffen, son travail inlassable et son souci du détail inspiraient un immense respect à ses subordonnés immédiats, pour les officiers subalternes de l'état-major général, il était un personnage distant, un chef de corvée dur dont les commentaires sarcastiques et mordants étaient grandement redoutés par quiconque dont le travail n'était pas à la hauteur de ses normes rigoureuses. Bien que sa parole ait fait loi dans le bâtiment de la Königsplatz et que ses déclarations sur la stratégie aient été traitées presque comme des écritures sacrées, en dehors des limites étroites de l'état-major général, sa capacité à façonner la politique militaire du pays et à préparer l'armée à la guerre était assez limitée. En effet, le processus de prise de décisions militaires dans l'Allemagne wilhelmine impliquait non seulement le chef de l'état-major général, mais aussi le ministre prussien de la Guerre, les généraux commandant des 23 corps d'armée en temps de paix et le Kaiser et son cabinet militaire, qui avaient tous leurs propres agendas à poursuivre et qui avaient tendance à opérer dans un climat de méfiance mutuelle. Le ministre de la Guerre, par exemple, était responsable non seulement de l'équipement et des armes de l'armée (y compris l'artillerie), mais aussi de l'établissement du budget militaire annuel et de sa présentation au Parlement pour approbation. En conséquence, il était en mesure de refuser les fonds nécessaires pour augmenter la taille de l'armée, développer de nouvelles armes et moderniser et étendre les fortifications, autant d'éléments que Schlieffen insistait sur le fait qu'ils étaient nécessaires à la mise en œuvre de ses plans ambitieux. Dans certains cas, Schlieffen obtint gain de cause, comme avec l'introduction des obusiers lourds mobiles (ce qu'on appelle l'artillerie à pied) et les améliorations apportées aux fortifications de Metz. Malgré cela, le manque d'argent a retardé l'introduction généralisée de l'artillerie lourde et limita les travaux à Metz à la construction de quelques nouveaux forts et à la mise aux normes de plusieurs autres. Pire encore, les demandes répétées de Schlieffen pour la création immédiate de sept nouveaux corps d'armée furent rejetées en faveur d'une expansion massive de la marine (un projet cher au cœur du Kaiser) et le mieux qu'il put obtenir fut la promesse de créer cinq nouveaux corps d'armée au début de la guerre.



La deuxième base de pouvoir au sein de l'establishment militaire était occupée par les commandants de corps qui exerçaient une énorme influence au sein de l'armée et qui possédaient le droit extrêmement précieux d'un accès immédiat au Kaiser (*Immediatrecht*), ce qui leur permettait de faire valoir leurs points de vue sans que le chef de l'état-major général ne soit présent. En outre, plusieurs d'entre eux épousaient des doctrines stratégiques différentes de celles de Schlieffen et qu'ils diffusaient par le biais d'articles dans des revues militaires, dans des brochures et des livres. (Le livre de Bernhardi, *War in the Future*, a trouvé un large public, non seulement en Allemagne, mais aussi en Grande-Bretagne et en France.) De plus, le fait que les commandants de corps étaient seuls responsables de la formation des hommes sous leur commandement rendait très difficile pour Schlieffen d'imposer ses doctrines tactiques à l'ensemble de l'armée.

Troisièmement, Schlieffen dut faire face au Kaiser et à son cabinet militaire. En temps de guerre, le Kaiser était nominalement commandant en chef en vertu de sa position héréditaire de seigneur suprême de la guerre (Oberster Kriegsherr), tandis qu'en temps de paix, le pouvoir de commandement qui lui était conféré en tant qu'empereur lui permettait de façonner les décisions militaires prises en son nom. En plus de nommer et de révoquer le chancelier, le ministre de la Guerre et le chef de l'état-major général, il pouvait initier des changements dans la taille et l'administration de l'armée, sa formation et son équipement, à condition que le ministre de la Guerre approuve les dépenses nécessaires.

Cependant, la nature changeante de Guillaume et son incapacité à se concentrer sur une seule tâche pendant un certain temps l'empêchèrent d'interférer avec le fonctionnement quotidien de l'armée, au grand soulagement des chefs d'état-major et des ministres de la Guerre successifs. D'autre part, il a eu un effet néfaste sur la conduite des manœuvres annuelles (le *Kaisermanöver*), qui avaient lieu à l'automne de chaque année et qui représentaient la seule occasion pour Schlieffen de tester ses doctrines tactiques sur de grands corps de troupes. Les manœuvres impliquaient généralement une lutte entre deux corps d'armée. Malheureusement, l'insistance du Kaiser à y participer en a fait un spectacle embarrassant, totalement inadapté à un objectif militaire sérieux.

Comme il ne se contentait pas d'observer passivement depuis les lignes de touche, il avait pris l'habitude de prendre une part directe le dernier jour des combats lorsqu'il menait « son camp » à la victoire à la tête d'une charge de cavalerie de masse mise en scène et complètement irréaliste. Bien qu'en privé, Schlieffen ait été cinglant à propos de cette ingérence grotesque, il n'a pas tenté d'empêcher le Kaiser d'y participer, même s'il a été condamné par ses collègues généraux pour ce qu'ils considéraient comme son acceptation docile de la situation. (Sans doute était-il conscient que son prédécesseur avait été licencié pour s'être exprimé à ce sujet.)

Dans son implication dans les affaires militaires, le Kaiser était conseillé par son cabinet militaire, qui servait de canal avec les autres agences militaires, y compris le ministère de la Guerre et l'état-major, et qui avait la mainmise sur la promotion des officiers supérieurs. À une époque où une relation personnelle étroite avec l'empereur était la clé de l'acquisition d'influence, le chef du cabinet militaire était une figure extrêmement puissante, responsable non pas devant le Parlement mais directement devant le Kaiser avec lequel il était en contact étroit et quotidien. (En plus de ses propres réunions en tête-à-tête, il avait le droit d'être présent aux réunions entre le Kaiser et d'autres détenteurs de ce privilège, y compris le chef de l'état-major général.) Comme le Kaiser et son cabinet militaire étaient en mesure de contrôler la nomination et la promotion de tous les officiers de l'armée prussienne, y compris ceux au plus haut niveau, ni Schlieffen ni son successeur, Moltke le Jeune, n'étaient en mesure de choisir les généraux qui exécuteraient leurs plans une fois la guerre éclatée. De plus, ce système a parfois conduit à la promotion de généraux dont les doctrines stratégiques différaient de celles de Schlieffen, comme Karl von Bülow, qui croyait fermement qu'il y avait encore une place pour l'attaque frontale sur le champ de bataille moderne et dont la 2e armée devait jouer un rôle central dans la campagne.

Malgré ces limites à son pouvoir, le chef de l'état-major général était une figure de très grande importance au sein de la hiérarchie militaire de l'Allemagne wilhelmienne. En temps de guerre, il deviendra le commandant en chef non seulement de l'armée prussienne, mais aussi des contingents bavarois, saxons et wurtembergiens, chacun ayant son propre état-major, et plusieurs de ses chefs de section lui serviront d'officiers supérieurs d'état-major. En temps de paix, sa tâche principale était de formuler une stratégie et de superviser l'élaboration du plan de guerre annuel (les *Aufmarschweisungen* ou directives de déploiement) qui entrait en vigueur le 1er avril de chaque année et qui donnait des instructions détaillées pour la mobilisation, le déploiement et les premiers mouvements de l'armée. En plus de la planification de guerre, il était également responsable de la sélection et de la formation des officiers d'état-major, de la direction de l'Académie de guerre, de l'organisation des manœuvres annuelles et de la supervision des travaux sur l'histoire militaire.³ Ayant considérablement pris son expansion pendant le mandat de Schlieffen, lorsqu'il prit sa retraite à la fin de 1905, l'état-major général se composait d'environ 600 officiers, dont environ les deux tiers appartenaient au grand état-major, qui se trouvait dans le bâtiment de la Königsplatz, et un tiers à l'état-major général des troupes, composé d'officiers détachés auprès des quartiers généraux de division et de corps. À quelques années d'intervalle, les agents alternaient entre les deux directions afin d'acquérir de l'expérience à tous les niveaux, tant sur le terrain qu'au bureau.

À l'intérieur du bâtiment de la Königsplatz, le Grand Etat-Major fonctionnait comme une machine extrêmement efficace et bien huilée. (À tel point que, selon certains commentateurs, c'était l'une des cinq institutions européennes parfaites, avec l'Opéra français, le Ballet russe, la Curie papale et le Parlement britannique.) Elle s'organise autour de plusieurs sections semi-autonomes (15 au début de la guerre) dont la plus importante est de loin la 2e section, chargée de l'élaboration du plan annuel de mobilisation et de déploiement. Avec le département des chemins de fer rattaché (qui avait la tâche colossale de planifier les mouvements de troupes pendant la mobilisation), c'était la section la plus importante, et son chef, rendait compte au chef de l'état-major général plusieurs fois par semaine plutôt qu'une seule fois par semaine comme toutes les autres. De plus, lorsque la guerre éclatait, son chef accompagnait le chef d'état-major au quartier général suprême et agissait en tant qu'officier des opérations. Le travail de la 2e section, et dans une moindre mesure celui des sections dites linguistiques qui rassemblaient des renseignements non secrets sur les armées étrangères, tournait autour de l'année de mobilisation (*Mobilmachungsjahr*) qui se terminait le 1er

avril lorsque les nouveaux plans de guerre furent publiés. Une fois cette énorme tâche terminée, le flux de travail a rapidement diminué et les mois de printemps et d'été (la moitié de l'été) ont été une période relativement calme au cours de laquelle les nouveaux officiers d'état-major ont commencé leur période probatoire et des jeux de guerre et des promenades d'état-major ont été effectués.

Chaque année, généralement une fois à la fin du printemps et une fois au début de l'automne, Schlieffen choisissait environ 30 officiers d'état-major de haut et de moyen rang pour l'accompagner lors d'une longue randonnée d'état-major à travers une zone soigneusement choisie adjacente à la frontière avec la France ou la Russie. Au début de la chevauchée, ils ont été divisés en deux camps et ont reçu la force et la disposition initiales de leur propre force, ainsi qu'une quantité limitée d'informations sur l'ennemi. Une fois que chaque camp a analysé la situation et élaboré un plan stratégique, le jeu s'est déroulé au cours des quinze jours suivants, au cours desquels ils ont passé de nombreuses heures en selle, se déplaçant le long de la frontière et ne s'arrêtant que pour être mis au courant de la situation et donner de nouveaux ordres. À la fin du trajet, Schlieffen a tenu une conférence au cours de laquelle il a porté un jugement sur les plans et leur exécution sous la forme d'un exercice de critique écrit. L'objectif des promenades du personnel était double ; d'une part, ils ont permis à Schlieffen de tester sa stratégie en voyant dans quelle mesure elle résisterait à une variété de stress et de tensions opérationnels et, d'autre part, ils ont joué un rôle important dans la formation des participants les plus juniors en testant leurs compétences opérationnelles sur le terrain et en soumettant leurs décisions au jugement de leurs pairs et du chef d'état-major lui-même. Bien que les randonnées aient eu lieu sur le territoire allemand et que la pression psychologique de la bataille ait fait défaut, elles se sont rapprochées le plus possible de la réalité de la guerre depuis que des décisions ont été prises après une longue et épuisante journée en selle et en temps réel prolongée sur plusieurs semaines.

Au cours de la moitié de l'hiver, qui s'étendit de la fin de l'automne à la fin du mois de mars suivant, l'activité reprit rapidement alors que les travaux commençaient sérieusement sur le plan de guerre de l'année prochaine. À la mi-novembre, alors qu'il avait une image précise des effectifs de l'armée, Schlieffen décida des grandes lignes de l'engagement et informa le chef du département des chemins de fer dont la tâche était d'élaborer le plan de transport extrêmement compliqué. À partir de ce moment-là, jusqu'à la fin de l'année de mobilisation, en avril suivant, la 2e section était une ruche en pleine activité, car elle absorbait une multitude d'informations provenant des sections linguistiques, complétées par des renseignements secrets de la section 3B de l'Oberst Nikolaï, et élaborait les détails du déploiement en collaboration avec le département des chemins de fer. Tout a été fait pour assurer la sécurité de l'ensemble du processus ; Les documents ont été classifiés selon leur degré de secret et ont été publiés selon le principe du besoin de savoir afin d'éviter que tous les agents, sauf les plus hauts fonctionnaires, aient une vue d'ensemble du plan. En particulier, une fois les nouveaux plans publiés, le 1er avril, tous les exemplaires des précédents ont été brûlés dans les fours de la boulangerie d'État, ainsi que tous les documents associés. Les documents sensibles étaient enfermés lorsqu'ils n'étaient pas utilisés, les deux entrées du bâtiment étaient gardées 24 heures sur 24 et des sentinelles montaient la garde 24 heures sur 24 à l'entrée de la 2e section par crainte que des agents étrangers n'aient infiltré le bâtiment. Les étrangers étaient rares ; Il n'y avait pas de secrétaires (comme il y avait très peu de machines à écrire dans le bâtiment, tous les documents étaient écrits à la main) et à part les nettoyeurs, c'était un monde exclusivement masculin. Bien qu'il y ait très peu de téléphones dans le bâtiment, le contact instantané avec le monde extérieur était maintenu par le bureau central des communications adjacent à l'entrée principale, qui était relié aux réseaux du bureau de poste de Berlin et du bureau télégraphique principal. C'est à partir de ce bureau, qui était ouvert 24 heures sur 24, 365 jours par an, que le message serait envoyé aux commandements de district pour leur annoncer que la guerre avait été déclarée et que la mobilisation devait avoir lieu immédiatement.

Lorsque Schlieffen devient chef de l'état-major général en 1891, il hérite d'un plan de déploiement qui n'a presque pas subi de modifications depuis qu'il a été élaboré par Moltke l'Ancien dans les années qui ont suivi la guerre franco-prussienne. Selon celle-ci, l'armée serait divisée en deux, environ un tiers sur le front de l'Est face à la Russie et deux tiers à l'Ouest contre

la France, et serait utilisée pour mener des campagnes simultanées. Au lieu de chercher une victoire rapide et décisive sur l'un ou l'autre front, ce qu'il pensait impossible, Moltke espérait obtenir des gains territoriaux limités qui agiraient comme un puissant contre-pied lorsque l'ennemi serait tôt ou tard forcé de venir à la table des négociations. À l'Est, l'armée lancerait une attaque surprise à partir du saillant de la Prusse orientale, traversant la Narew et le Niémen afin de rattraper les Russes alors qu'ils se rassemblaient encore et de les forcer à battre en retraite afin d'éviter d'être encerclés. À l'Ouest, cependant, une offensive immédiate fut exclue par la grande ceinture de forteresses que les Français avaient construites peu après la guerre franco-prussienne le long de la frontière commune de Verdun au nord à Belfort au sud. Ici, le plan était que l'armée reste initialement sur la défensive derrière la Sarre, avec ses flancs soutenus par les fortifications de Metz et de Strasbourg, où elle pourrait attendre en toute sécurité une attaque française. Lorsque la force du coup aurait été absorbée, au besoin en se repliant jusqu'au Rhin, ils lanceraient une puissante contre-attaque et repousseraient les Français de l'autre côté de la frontière, puis plus loin encore, derrière la ligne de leurs forteresses.

Contrairement à Waldersee, qui n'a pas apporté de modifications significatives au plan pendant son bref mandat, Schlieffen a décidé que des modifications radicales étaient nécessaires et, au lieu d'une lutte longue et prolongée avec des objectifs limités, il a préconisé une campagne rapide visant à remporter une victoire décisive dans les plus brefs délais. En particulier, la stratégie de contre-offensive de Moltke était un anathème pour Schlieffen car elle remettrait l'initiative aux Français au début de la campagne et empêcherait les Allemands de dicter les événements. Selon lui, la guerre serait gagnée par les généraux sur le terrain et non par les politiciens à la table des négociations. Afin de gagner la guerre le plus rapidement possible, Schlieffen décida qu'au lieu de diviser l'armée comme Moltke l'avait fait, il déploierait presque toutes les forces disponibles contre le plus fort des deux ennemis, même si cela ne laisserait qu'une force squelettique pour tenir à distance l'adversaire le plus faible. Une fois le premier ennemi vaincu, l'excellent réseau ferroviaire de l'Allemagne serait utilisé pour transférer les armées sur l'autre front où elles apporteraient une deuxième victoire. De cette façon, la position intérieure de l'Allemagne serait tournée à son avantage au lieu d'être considérée comme un signe de faiblesse conduisant à une guerre sur deux fronts.

À l'été 1892, alors qu'il était chef d'état-major depuis moins de deux ans, Schlieffen commença à remodeler la stratégie de l'Allemagne dans ce sens. Tout d'abord, il décida de rester sur la défensive contre la Russie parce qu'elle avait récemment renforcé ses défenses le long de la Narew et du Niémen, ce qui rendait moins probable qu'une attaque de la Prusse orientale les prenne par surprise.

« Nous ne réussirons donc pas à livrer une bataille décisive et à détruire l'armée russe, mais plutôt à engager des batailles frontales contre un ennemi qui pourrait se replier à l'intérieur d'un immense Empire, alors que nos lignes de communication seraient les moins favorables que nous puissions imaginer et menacées au plus haut degré. »

D'autre part, il proposait de lancer une offensive immédiate contre la France au motif qu'elle était le plus fort des deux ennemis, même si cela signifiait que les Allemands se heurteraient à leurs forteresses. Au cours des années suivantes, Schlieffen s'est débattu de manière peu convaincante sur la façon de réaliser une percée rapide de la ceinture de forteresse en utilisant tout d'abord les nouveaux obusiers lourds pour capturer Nancy, qui était dans une position exposée bien en avant de la ligne française principale et donc vulnérable aux attaques. Frustré par ce problème, il caressa brièvement en 1894 l'idée de déborder la ceinture de forteresses au nord de Verdun tout en imposant le centre français au moyen d'une attaque sur Nancy, mais il arriva à contrecœur à la conclusion qu'il n'avait pas assez d'hommes pour ces deux tâches. Trois ans plus tard, en 1897, il revient sur le thème, l'explorant plus en détail. Dans une phrase étrangement prémonitoire des événements de l'été 1914, il écrivit :

« Les circonstances au nord de Verdun sont les plus favorables. La Meuse sera certainement occupée, mais pas avec une force considérable. Ici, au moins, l'aile droite est libre et il y a la possibilité de traverser la rivière au moyen d'un enveloppement. Si cela réussit, on peut diriger sa

marche contre les communications arrière de l'ennemi et ainsi forcer l'armée française à s'éloigner de Paris. »

Cependant, plusieurs difficultés se dressent sur son chemin. Tout d'abord, comme nous l'avons vu, le ministre de la Guerre a rejeté ses demandes répétées de création immédiate des sept nouveaux corps d'armée nécessaires à l'exécution du plan. Deuxièmement, il n'y avait pas assez de routes dans la région entre Verdun et la frontière belge pour le mouvement de toutes les troupes impliquées dans la manœuvre. La solution à ce problème particulier, conclut-il, était simple, logique et impérieuse : « une offensive qui doit basculer au nord de Verdun ne doit pas craindre de violer la neutralité de la Belgique en plus de celle du Luxembourg. » Troisièmement, pendant que l'aile droite allemande enveloppait l'extrémité nord de la ligne ennemie, elle pouvait être attaquée en direction de Verdun, coupé du centre et vaincu. Pour cette raison, dans la seconde moitié des années 1890, Schlieffen poussa fort pour que la forteresse de Metz soit renforcée afin de se couvrir contre une offensive française à partir de Verdun et en même temps d'agir comme un point fixe solide autour duquel l'aile droite pourrait pivoter pendant qu'elle effectuait l'enveloppement. Après une longue discussion avec le ministre de la Guerre, qui, comme d'habitude, se préoccupait de limiter les coûts, Schlieffen reçut en 1899 l'approbation de la construction d'un petit nombre de nouveaux forts et de la modernisation de quelques autres.

Le plan de déploiement de 1899 est le premier à impliquer le débordement de l'extrémité nord de la ligne de forteresse. Dans un mémorandum rédigé à l'époque, Schlieffen expliquait qu'il y avait deux variantes selon que l'ennemi attaquait ou défendait. Une offensive française en Lorraine (l'option la plus probable selon les derniers renseignements) se heurterait à la résistance des trois armées du centre allemand, puis serait enveloppée sur les deux ailes d'un mouvement de tenaille géante, qui les repousserait au-delà des forteresses. D'autre part, s'ils restaient sur la défensive, il était impératif de les vaincre rapidement avant que les Russes ne puissent intervenir.

« Chaque jour et chaque semaine qui suivent le premier jour de mobilisation, les Russes peuvent se rapprocher de nos frontières, peut-être même s'approcher de la Vistule. Chaque jour, la situation à l'Est devient plus dangereuse et la nécessité d'y déployer des forces plus fortes, et donc nous affaiblissons nos forces à l'Ouest. »

Dans cette situation, deux armées passeraient par le Luxembourg et la pointe orientale de la Belgique, pivotant sur Metz, et envelopperaient la ligne de forteresses au nord de Verdun. Leur flanc droit serait protégé par une armée composée de six divisions de réserve, et leur flanc gauche par la 3e armée en face de Verdun, qui les suivrait à travers la Meuse si la manœuvre était couronnée de succès. Au centre, les 4e et 5e armées devaient attaquer Nancy et, après s'être emparées de la ville et des forts environnants, avancer par la brèche de la ligne de forteresse entre Toul et Épinal, restant ainsi en contact avec l'aile droite. Sur l'aile gauche, la 6e armée resterait sur la défensive, se prémunissant contre une incursion française en Alsace ou en Lorraine. Dans le même temps, la petite force allouée au front de l'Est mènerait une action dilatoire contre les Russes, se repliant si nécessaire derrière la Vistule afin de gagner du temps pour une victoire à l'Ouest.

Ce plan est demeuré en vigueur, avec seulement des modifications mineures pendant les cinq années suivantes. Cependant, au printemps 1904, à la suite du déclenchement de la guerre entre la Russie et le Japon et après que les renseignements aient révélé que l'aile gauche française s'était considérablement étendue à l'ouest, Schlieffen entama une réévaluation fondamentale, que devait conduire, moins de deux ans plus tard, à son plan éponyme. Au printemps 1904, le mouvement de l'aile droite prit une amplitude beaucoup plus grande qu'auparavant. Du côté allemand, une forte aile droite (15 corps d'active et 6 corps de réserve, environ la moitié de l'effectif total) effectua un vaste mouvement de débordement au cours duquel pour la première fois une force importante (deux armées) avança à l'ouest de la Meuse. À l'extrême droite, la 1re armée traverse le territoire néerlandais avant d'avancer vers Bruxelles tandis que sa voisine, la 2e armée, avance à travers les Ardennes puis franchit la Meuse au nord de Mézières. Bien que les Français aient été battus en Lorraine où ils avaient mené une attaque massive et impétueuse, Schlieffen a soutenu dans sa critique de l'exercice qu'il était néanmoins en faveur du renforcement de l'aile droite et de son envoi dans un balayage encore plus large à travers la Belgique.

« Une autre possibilité est de contourner complètement la position française et de marcher autour de Verdun avec toute l'armée allemande ou au moins avec la plus grande partie de celle-ci. En d'autres termes, on n'attaque pas le front Verdun-Belfort mais plutôt le front Verdun-Lille, car il faudra étendre le flanc jusqu'à ce point afin de gagner suffisamment d'espace pour manœuvrer librement. Il y a des fortifications sur ce nouveau front, mais pas aussi fortes ni aussi difficiles à surmonter que sur le front qui nous fait face. La plupart des petits forts seraient pris sans difficulté et les forteresses peuvent être contournées. Les lignes de communication ne seraient pas défavorables. La ligne Meuse-Sambre est sur la ligne directe entre Berlin et Paris. S'il est possible à un moment donné d'établir une connexion entre les réseaux ferroviaires français et allemand, c'est grâce à l'utilisation du système ferroviaire belge. »

Cependant, ce plan audacieux présentait plusieurs inconvénients. Non seulement il serait nécessaire de violer le territoire néerlandais aussi bien que belge afin de gagner de l'espace pour la manœuvre, mais aussi le temps nécessaire pour achever le mouvement de rotation enlèverait l'élément de surprise et donnerait à l'ennemi le temps de réagir avant que l'aile droite n'atteigne la frontière française. Malgré ces problèmes, à l'automne 1904, Schlieffen était suffisamment convaincu de la justesse de cette stratégie pour décider de l'utiliser comme base du plan d'intervention de l'année suivante. Dans *Aufmarsch I* (Ouest) de 1905 (pour une guerre contre la France seulement), sept des huit armées devaient se déployer entre Wesel (en face du territoire néerlandais) et Metz et effectuer le mouvement de rotation, en pivotant sur Metz. La cavalerie devait faire une reconnaissance en avant de l'aile droite (jusqu'à Anvers à l'extrême droite), s'emparer de la ligne de chemin de fer cruciale entre Aix-la-Chapelle et Liège et, si les Néerlandais refusaient de permettre le libre passage des troupes allemandes à travers leur territoire, capturer les ponts sur le secteur néerlandais de la Meuse. Il ne reste donc qu'une seule armée pour couvrir la Lorraine et l'Alsace en cas d'attaque ennemie. Dès lors, cette stratégie constitue le cadre de base de tous les plans d'intervention allemands jusqu'à celui en vigueur au début de la guerre.

Cependant, plusieurs questions devaient être répondues avant que Schlieffen puisse en être absolument certain. Le camp fortifié de Metz était-il assez fort pour servir de pivot inébranlable à l'aile droite et pour servir de base à partir de laquelle repousser une offensive ennemie en Lorraine ? Si les Français attaquaient en force en Alsace et en Lorraine, l'aile droite devait-elle envoyer des renforts pour soutenir l'aile gauche menacée ? Si oui, quelle force devrait être envoyée ? Au printemps 1905, Schlieffen profita de la dernière chevauchée de l'état-major général avant sa retraite pour soumettre la nouvelle stratégie à un test plus rigoureux afin de répondre à ces questions. Avant le début de la randonnée, il prit la décision sans précédent de demander à tous ses adjoints et chefs de section de produire un plan pour la partie française, en supposant qu'ils aient pris conscience d'un large mouvement d'enveloppement à travers le territoire néerlandais et belge. Sur les quatre solutions qui ont survécu au dépistage initial, Schlieffen en a choisi trois pour être jouées pendant le trajet et a rejeté la quatrième (par Oberst Matthias) pour des raisons qui ne sont plus claires. Dans une autre décision très inhabituelle qui témoigne de l'importance exceptionnellement élevée qu'il accordait à ces jeux de guerre, Schlieffen commanda l'équipe allemande dans tous les exercices, se mesurant tour à tour à chacun de ses trois subordonnés. L'Oberst von Steuben lança une attaque massive en Lorraine, ne laissant qu'une faible force composée principalement de divisions de réserve pour s'opposer à l'aile droite allemande. Lorsque la contre-attaque allemande s'avéra trop faible, Schlieffen fut contraint de transférer deux armées et une partie d'une troisième de l'aile droite pour rétablir la situation. Avec leur aide, le front est stabilisé et l'offensive française s'estompe progressivement. Entre-temps, l'aile droite allemande (réduite à la moitié de sa taille d'origine) enveloppa la ligne de la forteresse par l'ouest, forçant les Français à une retraite générale et mettant fin à la campagne. En revanche, l'Oberstleutnant Freiherr von Freytag-Loringhoven contrecarra l'action allemande en étendant sa ligne vers l'ouest jusqu'à Lille, puis avança son centre puissant en direction de Bruxelles-Namur afin de couper l'aile droite allemande de son pivot à Metz. Cependant, cette offensive échoua après avoir été touchée en flanc par une contre-attaque allemande depuis Metz, après quoi son aile gauche, désormais isolée, fut renvoyée en désordre sur les divisions de réserve et encerclée. Partant de l'hypothèse que l'aile

gauche allemande devait être faible, le major von Kuhl, futur chef d'état-major de la 1^{re} armée, lança des attaques simultanées en direction du nord, de part et d'autre de Metz. Sur la gauche, l'offensive échoua presque immédiatement après s'être heurtée à une force allemande supérieure ; sur la droite, où l'avance a eu lieu en Lorraine, les progrès ont d'abord été bons mais ont pris fin brusquement lorsque les Allemands ont contre-attaqué en direction du Rhin supérieur avec des unités que Schlieffen avait transférées de l'aile droite.

Après avoir livré sa critique de l'exercice comme d'habitude, Schlieffen a pris la décision extraordinaire de rejouer les manèges après avoir permis à chacun des trois officiers de modifier leurs plans. Dans le cas de Steuben, la deuxième course différait très peu de la première et Schlieffen n'a eu aucune difficulté à remporter le concours. Cependant, bien qu'il ait également battu Kuhl et Freytag-Loringhoven pour la deuxième fois, il a été contraint de modifier son plan opérationnel après que tous deux aient renforcé leur aile gauche et l'aient étendue à l'ouest. En réponse, il repoussa son aile droite encore plus à l'ouest, enveloppa l'aile gauche française et la repoussa vers le sud-est. Dans le cas de Freytag-Loringhoven (Freytag II), il a forcé les Français à quitter Paris et, après avoir avancé du côté est de la capitale, les a repoussés à travers la Marne et la haute Seine jusqu'à ce que, finalement, le 34^e jour après la mobilisation, ils s'approchent de la frontière suisse. Dans le cas de Kuhl (Kuhl II), les Français se sont retirés sur la Seine à l'est de Paris avant que l'enveloppement allemand ne puisse être achevé. Alors que l'aile gauche française se reposait maintenant sur le camp fortifié de Paris, Schlieffen fit marcher son aile droite autour du côté ouest de la ville et, après avoir traversé la Seine entre Paris et Rouen le 34^e jour après la mobilisation, déborda l'ennemi une fois de plus, l'obligeant à reprendre sa retraite vers le plateau de Langres au sud-est.

De cette façon, la nouvelle stratégie a été mise à l'épreuve. Six scénarios différents avaient été essayés et dans chaque cas, la partie allemande avait été victorieuse. En conséquence, Schlieffen était maintenant convaincu que le plan était suffisamment flexible et robuste pour résister à tout ce que les Français pourraient lui lancer, soit en attaquant l'aile droite allemande, soit en avançant en force en Lorraine. Bien que dans deux des scénarios (Steuben I et Kuhl I), il ait été contraint d'envoyer des troupes en Lorraine pour s'opposer à l'offensive de l'ennemi, dans les deux cas, l'aile droite était encore assez forte pour envelopper l'opposition faible. Néanmoins, les Belges et les Hollandais refuseraient probablement l'entrée aux troupes allemandes et déclareraient la guerre lorsque leur territoire serait violé, Anvers devrait être couverte lors de l'avancée à travers la Belgique, Metz avait besoin d'être renforcée afin d'agir comme un pivot sûr pour l'aile droite et enfin, comme l'avait montré l'état-major, le transfert de troupes d'un front à l'autre pour contrer une attaque française en Lorraine risquait de rencontrer des frictions considérables.

Après près de 14 ans en tant que chef de l'état-major général, Schlieffen prend sa retraite le 31 décembre 1905 et passe la place à Helmuth von Moltke le Jeune, son adjoint et le neveu de Moltke l'Ancien, le célèbre vainqueur des guerres d'unification. Plusieurs mois avant de prendre sa retraite, Schlieffen commença à travailler sur une explication détaillée de sa stratégie au profit de Moltke qui, lorsque son existence fut révélée, devint connue sous le nom de Grand Mémoire (Grosse Denkschrift), mais qui acquit plus tard la notoriété sous le nom de Plan Schlieffen. Nuit après nuit, accompagné de son adjutant et gendre dévoué, le major von Hahnke, qui lui servait de secrétaire, Schlieffen parcourait de nombreuses ébauches, élaborant et clarifiant ses idées au fur et à mesure. À la fin de janvier 1906, alors qu'il était à la retraite depuis plusieurs semaines, l'ouvrage était terminé et plusieurs copies furent faites, dont l'une fut remise à Moltke et une autre resta en possession de Schlieffen.

Le premier point à souligner à propos du Grand Mémoire est qu'il était très étroitement lié au Plan de déploiement de 1906 pour une guerre contre la France seule (*Aufmarsch I West*). Tout d'abord, à l'exception de huit corps supplémentaires (*ersatz*) qui seraient levés au début de la guerre et qui, le cas échéant, seraient utilisés pour assiéger Paris, la taille de l'armée était presque exactement la même dans les deux cas. (Il y a 81 divisions dans le Mémoire et 79 dans le Plan de 1906.) Deuxièmement, les deux plans sont remarquablement similaires en ce qui concerne le déploiement initial, la répartition des forces entre les deux ailes (environ 7:1 dans les deux cas) et

l'énorme mouvement de rotation à travers les Pays-Bas et la Belgique à l'ouest de la Meuse. Cependant, alors que le plan de 1906 disait très peu de choses sur le cours des événements après la fin du déploiement, le mémorandum entrait dans les détails sur ce qui pourrait se passer en cas de contact avec l'ennemi, que ce soit en Belgique ou dans le nord de la France.

Le mémorandum commence par une prédiction qui était indubitablement basée sur le mauvais état de l'armée russe à la suite de sa guerre avec le Japon. « Dans une guerre avec l'Allemagne, la France se limitera probablement d'abord à la défense, en particulier tant qu'elle ne pourra pas compter sur un soutien russe efficace. » Dans les pages qui suivent, Schlieffen répète l'argument contre une attaque frontale sur la ligne des forteresses françaises, qui serait une affaire coûteuse et chronophage et qui aurait peu de chances de conduire à une victoire rapide. Un enveloppement de l'extrémité ouest de la ceinture principale de forteresses était beaucoup plus prometteur, mais les Français répondraient probablement en étendant leur ligne vers l'ouest le long de l'Aisne et peut-être encore plus loin, le long des hauteurs sur lesquelles se trouvaient les petites forteresses de Reims, Laon et La Fère. Pour être certaine du succès, il faudrait donc repousser l'aile droite plus à l'ouest pour pouvoir monter :

« ... une attaque par le nord-ouest, dirigée sur les flancs de Mézières, Rethel, La Fère, et de l'autre côté de l'Oise sur les arrières de la position. Pour rendre cela possible, la frontière franco-belge à gauche de la Meuse doit être prise, ainsi que les villes fortifiées de Mézières, Hirson et Maubeuge, trois petits forts-barrières, Lille et Dunkerque, et pour arriver jusque-là, il faudra violer la neutralité de la Belgique et des Pays-Bas. »*

L'armée belge, suggéra-t-il, se retirerait à Anvers, où elle devrait être contenue, tandis que l'observation suffirait probablement aux forts de Liège et de Namur, qui n'étaient que faiblement garnis.

Sur les 81 divisions disponibles, 71 devaient prendre part à la manœuvre d'enveloppement, ne laissant que dix à l'est de Metz pour couvrir l'aile gauche. Après s'être déployées entre Metz et Wesel, les sept armées de l'aile droite (23 corps d'active et 12 corps et demi de réserve) vont progressivement tourner à gauche contre la ligne Lille-Verdun, pivotant sur Metz et précédées de huit divisions de cavalerie qui reconnaîtront et s'empareront du réseau ferroviaire et du matériel roulant belges avant qu'ils ne puissent être détruits. Pendant ce temps, une armée de trois corps d'active et demi, d'un corps de réserve et demi et de trois divisions de cavalerie et demie resterait sur la rive droite (est) de la Moselle pour couvrir l'aile gauche et attaquer Nancy afin d'attirer les réserves de l'ennemi et de l'empêcher de transférer ses forces sur son aile gauche menacée.

L'attaque se situait à l'extrémité droite où deux armées de première ligne, la 2e et la 3e (un total de neuf corps), traverserait la Meuse entre Maastricht et Namur avant de traverser la plaine belge en direction de la frontière française. Ils seraient accompagnés sur leur gauche par la 4e armée (six corps et demi) qui traverserait la Meuse entre Namur et Givet puis continuerait en direction du sud-ouest. Si les Français restaient sur la défensive en Lorraine, ces 15 corps et demi seraient rejoints par deux autres corps transportés par chemin de fer depuis la rive droite de la Moselle, portant le nombre total de corps sur l'aile droite à 17 corps et demi. Au centre, deux autres armées (la 5e et la 6e, soit un total de huit corps) relieraient l'aile droite à Metz et se joindraient au mouvement en avançant à travers la forêt des Ardennes au Luxembourg et la partie orientale de la Belgique, puis en traversant la Meuse au nord-ouest de Verdun. Le flanc droit de la roue serait couvert par la 1ère armée composée de sept corps de réserve (dont cinq seraient détachés pour protéger Anvers) et le flanc gauche par une armée de cinq corps de réserve qui contrecarrerait une offensive française en direction de Verdun destinée à rompre le lien entre l'aile droite allemande et son pivot à Metz.

Il était d'une importance vitale pour les 2e et 3e armées d'avoir franchi l'étroit espace entre Bruxelles et Namur avant de rencontrer l'ennemi afin qu'elles puissent se déployer dans toute leur étendue avant de tourner à gauche vers la frontière française. Pour cette raison, la marche de l'aile droite devrait être accélérée autant que possible. Si les Français sortaient au grand jour et cherchaient la bataille le long de la frontière avec la Belgique, Schlieffen était convaincu qu'il pourrait facilement les vaincre. Cependant, il s'attendait à ce que leur aile gauche soit plus

susceptible de rester sur la défensive derrière l'Aisne et le long des hauteurs entre Reims et La Fère. Dans ce cas, lorsque les Allemands atteignirent le territoire français le long de la ligne Mézières-Maubeuge-Dunkerque, la tâche des 2e, 3e et 4e armées était de :

« ... repousser l'aile gauche de l'ennemi vers le sud et ainsi l'éloigner de Paris, en même temps qu'en utilisant l'aile droite pour envelopper la position arrière de Reims-La Fère et provoquer la chute des forteresses de La Fère, Laon et Reims, qui ne sont pas très fortes sur leurs fronts occidentaux. »

Dans ce qui était de loin l'issue qu'il préférerait, les Français seraient repoussés loin de Paris vers le sud-est et forcés d'abandonner la ceinture de forteresses. (C'était le scénario qui avait été joué dans l'affaire Freytag II dans le manège de l'état-major de l'Ouest en 1905.)

Comme l'a dit Schlieffen :

« ... toute la position de colline [La Fère-Laon-Reims] destinée à une attaque par le nord-est sera prise et la position de l'Aisne devra être évacuée. Avec cela, les forts de la Meuse entre Verdun et Toul, qui ne peuvent offrir qu'une attaque insignifiante de l'ouest, seront exposés. Verdun et Toul deviendront des forteresses isolées. Tout le système de forteresses françaises dirigé contre l'Allemagne menacera de s'effondrer. »

Comment les Français réagiraient-ils si cette position défensive était sérieusement menacée ? Le pire scénario serait qu'ils étendent leur ligne vers l'ouest le long de l'Oise entre La Fère et Paris pour empêcher les Allemands de contourner leur flanc ouvert. Dans cette situation, alors que la 4e armée et une partie de la 3e (dix corps en tout) montent une attaque frontale contre la ligne de l'Oise, la 2e armée et le reste de la 3e (un total de sept corps) débordent la position française en marchant tout autour du côté ouest de Paris avant d'avancer une fois de plus en direction du sud-est.

Même si les Français abandonnaient la ligne de l'Oise et se retiraient derrière la Marne puis la Seine supérieure (ce que Schlieffen pensait très improbable car cela impliquerait l'abandon d'une grande partie du territoire, de plusieurs forteresses et de la partie nord de Paris), leur flanc gauche reposerait toujours sur Paris, laissant les Allemands avec le même problème.

« La position derrière l'Oise n'est peut-être pas très forte en face, mais sur la gauche, elle repose sur la colossale forteresse de Paris. Même s'il est maîtrisé en front, même si le défenseur se retire derrière la Marne ou la Seine, le vainqueur doit encore se soumettre à la nécessité d'investir Paris, d'abord sur le front septentrional, puis sur les autres fronts et est obligé, avec des forces considérablement affaiblies, de continuer l'attaque contre un ennemi plus nombreux. Pour déloger ce dernier de sa nouvelle position, il contournera le flanc gauche reposant sur Paris et devra donc à nouveau utiliser des forces fortes pour l'investissement des fronts ouest et sud de cette gigantesque forteresse... Nous serons donc bien avisés de nous préparer à temps à la traversée de la Seine au-dessous de son confluent avec l'Oise [à environ 12 milles à l'ouest de Paris] et à l'investissement de Paris. »

Comme nous l'avons vu, c'est le scénario qui s'est déroulé lors de la chevauchée de l'état-major de 1905 dans l'affaire Kuhl II et Schlieffen connaissait donc bien le problème. Cependant, le mener à bien dans un jeu de guerre était une chose ; réussir dans une situation de guerre était une toute autre chose, d'autant plus que, comme le reconnaissait Schlieffen, l'armée n'était tout simplement pas assez forte pour la tâche. Afin d'investir Paris, et en même temps d'avoir un nombre suffisant de corps d'active pour poursuivre la manœuvre de débordement, il serait nécessaire de lever huit ersatz de corps au début de la guerre en prenant le relais du système de mobilisation. (Dans le mémorandum, il indiquait que six des huit ersatz de corps seraient nécessaires pour investir Paris, laissant le reste être employé ailleurs, peut-être sur l'aile gauche.)

« Nous avons autant de bataillons de réserve que de régiments d'infanterie. À partir de ceux-ci et des réservistes disponibles, et si nécessaire de la Landwehr également, il faut former un quatrième bataillon comme en 1866 [pendant la guerre avec l'Autriche] ; Et à partir de ces batteries et des ersatz, comme en 1866, il faut former des divisions et des corps d'armée. Huit corps d'armée peuvent être créés de cette manière. Nous n'attendrons pas que le besoin devienne

douloureusement évident, que les opérations soient arrêtées, avant d'entreprendre ces reformatations, mais nous le ferons immédiatement après la mobilisation des autres troupes. »

En plus de ces unités et du corps de réserve, il serait nécessaire d'employer un grand nombre de brigades de la Landwehr dans des rôles secondaires afin de libérer le corps actif pour l'entreprise du combat ; six brigades seraient utilisées pour renforcer la garnison de Metz, 15 masqueraient les petites forteresses de Belgique et du nord de la France et plusieurs couvriraient l'extrême aile gauche entre Belfort et la frontière suisse. Enfin, le Landsturm serait utilisé pour garder les lignes de communication, en particulier derrière l'aile droite en Belgique et aux Pays-Bas, et pour occuper et sécuriser les villes.

Ce n'est que vers la fin du mémorandum que Schlieffen discute de la situation sur l'aile gauche allemande où une petite force, forte d'une armée (la 7e armée), restait à l'est de la Moselle. Leur tâche initiale était d'attaquer Nancy pour attirer autant de troupes ennemies que possible et de les retenir à l'aide d'un Metz agrandi afin qu'elles ne puissent pas être transférées à court terme à l'aile gauche française. Si les Français ne contre-attaquaient pas, deux corps seraient envoyés dès que possible pour renforcer l'aile droite, ne laissant derrière eux qu'une force squelettique composée d'un corps d'active, d'un corps et demi de réserve et de plusieurs brigades de la Landwehr. Dans l'ensemble, Schlieffen estimait que les Français hésiteraient à lancer une attaque à grande échelle en Lorraine une fois qu'ils seraient conscients de la menace qui pesait sur leur aile gauche, car, comme il l'a dit, cela équivaldrait à une garnison quittant leur forteresse au moment où le siège était sur le point de commencer. S'ils étaient assez stupides pour le faire, cela rendrait l'enveloppement de leur aile gauche d'autant plus facile.

Le problème était de savoir comment parer le coup si les Français attaquaient la Lorraine en force. Lors de la chevauchée de l'état-major de 1905, Schlieffen avait répondu à une offensive française entre Metz et Strasbourg en transférant des troupes de l'aile droite à l'aile gauche. (Il s'agissait de deux corps et demi dans le cas de l'attaque massive de Steuben I et d'un nombre indéterminé pour répondre à l'offensive plus petite de Kuhl I.) Ce concept d'une échelle mobile de renforts, soigneusement calibré à la force de l'offensive française en Lorraine, figurait dans la première ébauche du Mémorandum. Cependant, dans la version finale, il concluait qu'il ne serait pas nécessaire de renforcer l'aile gauche dans ces circonstances. Au lieu de cela, il absorberait l'impact initial en se repliant vers la Sarre et, si nécessaire, plus loin encore vers le Rhin. L'offensive ennemie s'essoufflera en raison de la menace qui pèse sur ses flancs en direction de Metz et de Strasbourg (comme l'avaient démontré plusieurs trajets d'état-major) et parce qu'ils se rendront compte que leur aile gauche est sur le point d'être encerclée. Bref, il faut tout faire pour garder la droite aussi forte que possible puisque c'est ici que se déroulera la bataille décisive.

Le 31 décembre 1905, Schlieffen passa la main à Moltke et prit sa retraite. La sélection de Moltke par le Kaiser était complètement inattendue au sein du haut commandement et consterna grandement ses collègues généraux, dont la plupart préféraient soit Karl von Bülow, ancien Generalquartiermeister à l'état-major général et commandant du IIIe corps, Hans von Beseler, Oberquartiermeister à l'état-major général (il était également le candidat préféré de Schlieffen) ou Colmar von der Goltz, commandant du 1er corps et écrivain prolifique sur les affaires militaires. À leur avis, Moltke n'était pas apte parce qu'il avait relativement peu d'expérience en tant qu'officier d'état-major et parce qu'il n'avait pas occupé l'un des commandements de corps d'armée les plus importants. Contrairement à eux, sa carrière n'avait pas suivi la voie traditionnelle des commandements de troupes alternant avec des affectations au sein du grand état-major. Au contraire, après avoir servi pendant près d'une décennie comme adjudant personnel de son célèbre oncle, il devient en 1891 l'aide de camp du Kaiser, un poste très prestigieux qui implique une présence quotidienne de ce dernier, non seulement à la cour, mais aussi lors de ses nombreux voyages. Même si, entre 1896 et 1904, il occupa successivement les commandements de troupes, dont celui du régiment Kaiser Alexander, de la 1re brigade d'infanterie de la Garde et de la 1re division d'infanterie de la Garde, il continua dans ce rôle. En 1904, sa nomination au poste d'adjoint de Schlieffen suscita l'incrédulité de plusieurs milieux ; par exemple, l'un de ses anciens professeurs à l'Académie de guerre a prédit qu'il serait un désastre et le plénipotentiaire militaire

autrichien a écrit que « ses connaissances militaires, son expertise, ne dépassent pas celles d'un officier moyen et sont, selon mon collègue russe ici, supposées être si superficielles que, pour cette seule raison, son aptitude à cette haute compétence, Le message responsable doit être totalement refusé. Il est complètement étranger aux activités au sein du Grand État-major. » De plus, beaucoup de ceux qui le connaissaient bien nourrissaient des doutes sur sa force de caractère et regardaient de travers ses intérêts non militaires. Alors que Schlieffen consacrait presque toutes les heures disponibles à ses devoirs professionnels, à l'exclusion de toute forme de plaisir, à l'exception de sa promenade quotidienne à cheval (il travaillait régulièrement tard tous les soirs et de nombreux week-ends), Moltke était un homme très cultivé avec un large éventail d'intérêts, notamment la musique (il était un violoncelliste accompli), la peinture et la lecture. Bien que cela suffise en soi à le rendre légèrement suspect aux yeux de ses collègues généraux, ce qui les inquiète vraiment, c'est son intérêt pour le spiritisme et l'occultisme qu'il a développé sous l'influence de sa femme, Eliza, qui était une disciple de Rudolf Steiner, le fondateur du culte spirituel de l'anthroposophie. (Elle dominait son mari à tel point que lorsque la guerre éclata, elle l'accompagna au quartier général militaire du Kaiser afin de pouvoir le surveiller de près.) Par exemple, Dietrich von Hülsen-Haeseler, le chef du cabinet militaire, a été consterné par la décision du Kaiser de nommer Moltke parce que « par-dessus tout, il était un rêveur religieux [qui] croyait aux anges gardiens, à la guérison par la foi et à d'autres absurdités similaires.

Le Kaiser ignore les conseils de Hülsen-Haeseler et choisit Moltke en raison de l'amitié personnelle étroite qui s'était développée entre eux au cours de la longue période de service de ce dernier en tant qu'aide de camp et qui transcendait les aspects purement militaires du poste (le Kaiser avait l'habitude de l'appeler par son surnom, Julius, et utilisait le familier « du » dans la conversation). Pour le Kaiser, la nature affable de Moltke et ses vastes intérêts culturels pesaient plus lourd dans la balance que ses capacités de stratège et de penseur militaire. (Moltke a cependant dit au Kaiser qu'il n'accepterait le poste que si ce dernier cessait de participer aux manœuvres annuelles.) Après avoir dû supporter pendant plusieurs années l'épineux et taciturne Schlieffen, le Kaiser aspirait à quelqu'un en qui il avait confiance et avec qui il pouvait discuter avec une familiarité facile. Comme il l'expliqua à Moltke lorsqu'il lui offrit le poste : « On m'a également recommandé le général von der Goltz, dont je ne veux pas, ainsi que le général von Beseler, que je ne connais pas. Je vous connais et je vous fais confiance.

Les craintes de Schlieffen que son successeur modifie radicalement sa planification de guerre se sont avérées infondées. Dans un mémorandum probablement rédigé en 1911 lors de la deuxième crise marocaine, Moltke indique clairement qu'il est largement d'accord avec la stratégie de Schlieffen, bien qu'il pense qu'une guerre sur deux fronts est plus probable maintenant que l'armée russe s'est remise du conflit avec le Japon.

« On peut supposer sans risque de se tromper que la prochaine guerre sera une guerre sur deux fronts. De nos ennemis, la France est le plus dangereux et peut se préparer le plus rapidement. Les comptes doivent être réglés avec elle très peu de temps après le déploiement. Si la défaite des Français est obtenue rapidement et de manière décisive, il sera également possible de mettre des forces à disposition contre la Russie. Je suis d'accord avec l'idée de base d'ouvrir la guerre par une forte offensive contre la France tout en restant initialement sur la défensive avec des forces faibles contre la Russie. Si une décision rapide est recherchée contre la France, l'attaque ne doit pas être exclusivement dirigée contre le front de l'Est fortement fortifié de ce pays... Si l'on veut rencontrer l'ennemi à découvert, la ligne frontière fortifiée doit être débordée... une avancée à travers la Belgique forcerait les Français à se replier à l'intérieur. »

Cependant, bien que Moltke ait accepté le cadre de base du plan, il était en désaccord avec Schlieffen sur plusieurs points. Tout d'abord, il a émis des doutes sur la décision de Schlieffen de violer le territoire néerlandais. À son avis, les Hollandais ne resteraient pas les bras croisés lorsque les Allemands envahiraient leur territoire, mais leur déclareraient la guerre. (Dans le Grand Mémorandum, Schlieffen avait suggéré avec optimisme qu'ils parviendraient à un accord parce qu'ils considéraient la Grande-Bretagne © comme leur véritable ennemi et non l'Allemagne.) En

particulier, Moltke craignait que si les Hollandais leur déclaraient la guerre, cela fournirait à l'armée britannique une base avancée à partir de laquelle ils pourraient attaquer les Allemands à l'arrière.

« Une Hollande hostile dans nos dos pourrait avoir des conséquences désastreuses pour l'avancée de l'armée allemande vers l'ouest, en particulier si l'Angleterre utilisait la violation de la neutralité belge comme prétexte pour entrer en guerre contre nous. Une Hollande neutre assure nos arrières, car si l'Angleterre nous déclare la guerre pour avoir violé le territoire belge, elle ne peut pas elle-même violer la neutralité néerlandaise. »

De plus, dans une phrase qui suggère qu'il ne partageait pas tout à fait l'opinion largement répandue selon laquelle la guerre serait de courte durée, il a poursuivi en disant :

« En outre, il sera très important d'avoir en Hollande un pays dont la neutralité nous permette d'avoir des importations et des approvisionnements. Elle doit être une trachée qui nous permet de respirer... Si nous faisons de la Hollande notre ennemi, alors nous bloquons notre dernière trachée par laquelle nous pouvons respirer. »

Cependant, éviter le territoire néerlandais poserait aux Allemands un problème logistique compliqué. Afin de faire suffisamment d'espace pour l'énorme manœuvre de rotation, la 1^{re} armée devrait se déployer le long d'un tronçon de 50 miles de la frontière germano-néerlandaise au nord d'Aix-la-Chapelle. Sur leur gauche, la 2^e armée se déploierait le long de la frontière belge en face de l'étroit fossé entre l'appendice de Maastricht (la partie la plus méridionale des Pays-Bas) et le plateau densément boisé des Ardennes. Ainsi, si la 1^{re} armée n'avait pas accès au réseau routier et ferroviaire néerlandais, non seulement la 2^e armée, mais aussi la 1^{re} (un total d'environ 600 000 hommes avec des chevaux, du matériel et des fournitures) devraient se faufiler à travers l'écart de 12 milles avec le minimum de retard. Cela signifiait que la forteresse de Liège, qui se dressait sur leur chemin, devrait être vaincue dans les premiers jours de la campagne, sinon le grand mouvement de la droite serait étranglé dès la naissance et le plan échouerait.

« Aussi gênante qu'elle puisse être, l'avance à travers la Belgique doit donc se faire sans violation du territoire néerlandais. Cela ne sera guère possible si Liège n'est pas entre nos mains. Il faut donc prendre la forteresse tout de suite. Je pense qu'il est possible de le prendre par un coup de main (Handstreich). Ses principaux forts sont si mal situés qu'ils ne surplombent pas le pays intermédiaire et ne peuvent pas le dominer. J'ai fait faire une reconnaissance de toutes les routes qui les traversent jusqu'au centre de la ville, qui n'a pas de remparts. Une avance à plusieurs colonnes est possible sans qu'elles soient observées depuis les forts. Une fois que nos troupes seront entrées dans la ville, je crois que les forts ne la bombarderont pas, mais qu'ils capituleront probablement. Tout dépend d'une préparation méticuleuse et de la surprise. L'entreprise n'est possible que si l'attaque est faite immédiatement, avant que les zones entre les forts ne soient fortifiées. Elle doit donc être entreprise par des troupes permanentes dès que la guerre est déclarée. »

Le plan de déploiement de 1908 a été le premier à éviter de violer le territoire néerlandais, bien que cela ait été retenu comme une option en cas d'échec de l'attaque de Liège. Afin de prendre les Belges par surprise et de s'emparer de la ville et de ses fortifications avant l'arrivée de la 1^{ère} armée, cinq brigades d'infanterie renforcées (plus tard portées à six) devaient être maintenues en permanence près d'Aix-la-Chapelle, prêtes à franchir la frontière dès que la guerre serait déclarée et à capturer les forts au plus tard le 10^e ou le 11^e jour de mobilisation. Cela a ensuite été avancé au cinquième jour de mobilisation, à la suite d'informations selon lesquelles les Russes seraient en mesure de se mobiliser beaucoup plus rapidement que prévu. Selon ce nouveau calendrier, si le coup de main initial échouait et que les forts n'avaient pas été capturés au huitième jour, une deuxième tentative devait être faite avec plus de force. Si cela échouait également, la ville d'Osprey et ses fortifications seraient assiégées et, sur réception d'un ordre direct de Moltke, la 1^{re} armée entrerait sur le territoire néerlandais et traverserait l'appendice de Maastricht.

Le deuxième écart significatif par rapport à la stratégie de Schlieffen fut une augmentation de la force de l'aile gauche, doublant sa taille d'une à deux armées. Cela découlait probablement d'un désir d'introduire une plus grande souplesse dans ce qui serait autrement un régime très rigide. (Selon Ludendorff, qui était à la tête de la 2^e section dans les années précédant immédiatement la

guerre, Moltke a remis en question la volonté de Schlieffen de tout risquer dans la manœuvre de roulage.) En augmentant la taille de l'aile gauche tout en maintenant l'aile droite forte, la victoire pouvait être recherchée dans l'un ou l'autre endroit, en fonction du cours des événements. Si les Français restaient sur la défensive en Alsace et en Lorraine, la puissante droite apporterait la victoire comme Schlieffen l'avait prévu. Si, cependant, ils lançaient une attaque massive en Lorraine, et peut-être aussi en Alsace, ils seraient d'abord retenus par l'aile gauche nouvellement renforcée, puis battus avec l'aide de renforts transférés de la droite. (Comme mentionné ci-dessus, ce scénario avait été mis en scène dans plusieurs sorties d'état-major, mais avait été rejeté par Schlieffen dans la version finale du Grand Mémoire.)

Le renforcement de l'aile gauche a commencé de manière relativement modeste dans le plan de déploiement de 1908 dans lequel pour la première fois un corps d'armée a été situé sur le Rhin supérieur pour s'opposer à une incursion française en Alsace en direction de Belfort. C'était auparavant la tâche d'une poignée de brigades de la Landwehr. Si les Français tentaient de pénétrer dans les Vosges en Alsace, ils devaient se replier jusqu'à la ligne Forteresse Kaiser Wilhelm II-Strasbourg, emportant avec eux tout ce qui pouvait être utile à l'ennemi, y compris des stocks de vivres, du matériel roulant, etc. Alternativement, si les Français restaient sur la défensive face à l'Alsace, cette force serait transférée par train en Lorraine où elle prendrait part aux opérations de la 7^e armée. L'année suivante, la tâche de protéger l'Alsace est confiée à l'ensemble de la 7^e armée (fort de quatre corps) plutôt qu'à un seul corps. Le préambule du déploiement qualifie cette modification de fondamentale. Si l'Alsace n'était pas menacée d'invasion, celle-ci serait transférée par chemin de fer soit en Lorraine, soit dans une autre partie non spécifiée du front. La tâche de la 6^e armée en Lorraine dépendait également des mouvements de l'ennemi. S'il était attaqué en force, il devait se replier vers le nord-ouest en conjonction avec la 7^e armée nouvellement arrivée et empêcher l'ennemi de déborder l'aile gauche allemande dans la région de Metz ; si toutefois les Français restent sur la défensive c'est pour avancer contre la Moselle pour les mettre en place et les empêcher de transférer des troupes sur leur aile gauche. Comme il était important de déterminer les intentions de l'ennemi le plus rapidement possible après la fin de la mobilisation, la 6^e armée fut renforcée par le 3^e corps de cavalerie, qui fut transféré à cet effet du secteur de la Meuse entre Sedan et Verdun. À partir de ce moment, Moltke n'a apporté que deux modifications mineures à l'aile gauche. Tout d'abord, afin de coordonner au mieux leurs activités, les 6^e et 7^e armées et le 3^e corps de cavalerie furent formées en une force unifiée, dont le commandant serait choisi au début des hostilités. Deuxièmement, la disposition prévoyant le transfert de parties de la 7^e armée vers une autre partie du front de bataille disparaît des plans ; au lieu d'être utilisée pour renforcer l'aile droite, comme l'avait indiqué Schlieffen, elle resterait sur l'aile gauche.

C'est donc ce plan qui a été utilisé pour l'invasion de la Belgique et de la France à l'été 1914. Pendant plus d'une décennie, Schlieffen avait développé la nouvelle stratégie étape par étape, la testant dans de nombreux jeux de guerre et promenades d'état-major jusqu'à ce qu'il soit convaincu qu'elle mènerait à une victoire rapide et décisive à l'ouest, laissant suffisamment de temps pour transférer les armées à l'est afin d'arrêter le rouleau compresseur russe avant qu'il ne puisse entrer sur le territoire allemand. Non seulement le plan était audacieux à l'extrême, mais les services secrets français n'en ont pas eu vent et ce n'est qu'après que la guerre ait duré environ deux semaines que le haut commandement français a progressivement compris ce qui les attendait. D'autre part, la stratégie était inflexible et ne pouvait pas être modifiée si les circonstances ne se déroulaient pas comme prévu. En particulier, il ne tenait pas compte de la manière dont les Français pourraient réagir une fois qu'ils auraient pris conscience de la menace massive qui pesait sur leur aile gauche. En bref, la victoire ne dépendrait que d'un seul lancer de dé ; Si cela échouait, il n'y aurait pas de seconde chance.